

22.09.07 Plaine de Loire

Beaufort et Vallée

L'actualité débattue autour de l'olivier de la paix

Une courte cérémonie riche d'échanges à la mairie de Beaufort-en-Vallée, hier midi, a permis à la municipalité de symboliser son engagement contre la prolifération du nucléaire militaire.

« Nous refusons de vivre dans un monde de peur et de haine continuellement recyclées. Nous refusons de nous voir les uns les autres comme des ennemis. Nous refusons de coopérer à notre propre éradication ». Cet extrait du discours de Tadatoshi Akiba, le maire de Hiroshima, tenu le 30 avril 2003 avril à l'ONU (Genève), s'inscrit dans la logique de son appel à la suppression des armes nucléaires.

L'olivier de la paix

Un appel auquel a souscrit la mairie de Beaufort-en-Vallée au début de l'année 2007, et qui était symbolisé hier midi par la plantation d'un olivier le long de la mairie. L'arbre sera heureusement prochainement déplacé de quelques mètres



A l'heure de planter l'olivier de la paix, les élus locaux ont abordé quelques-uns des problèmes soulevés dans l'actualité

pour bénéficier de plus de soleil.

De l'olivier de la paix (dont c'était hier la journée internationale) aux OGM, il n'y a qu'un pas que les élus présents ont allégrement franchi. Dans une ambiance pacifique, comme il est de mise, Jean-Charles Taugourdeau (maire)

et Claude Berthelot (opposition municipale) ont devisé sur l'actualité du moment.

Garde à vue

Si la question du nucléaire iranien n'a pas été évoquée, le fauchage du champ OGM à Cornillé-les-Caves, jeudi, a alimenté le cours des conversations. Le maire s'est gardé de

livrer quelque avis définitif sur la question. Rappelons qu'il a rencontré les militants anti-OGM cette semaine après que deux des leurs, apiculteurs à Gée, furent mis en garde à vue à la gendarmerie de Beaufort mardi (voir nos éditions de mercredi et vendredi).

Des OGM à l'ADN

D'un acronyme à l'autre, la conversation a glissé des OGM à l'ADN. Du champ local, le débat s'est déplacé jusqu'aux bancs de l'Assemblée nationale et à la proposition de test ADN pour accélérer les procédures de regroupement familial.

Sur ce point précis, Claude Berthelot a fait savoir son opposition « philosophique et juridique » au député. Un avis visiblement non partagé par Jean-Charles Taugourdeau, qui préfère voir dans cette proposition un moyen de réduire les délais d'attente longs de plusieurs années. Le débat (pacifique) reste ouvert.

Christophe RICCI